

# **LETTRE D'INFORMATION REGARDS : 25/2015-2016**

## **SOMMAIRE**

### **1. Séminaires**

### **2. Les journées du laboratoire REGARDS**

### **3. Relevé de décisions du Conseil d'Unité REGARDS**

### **4. Appel à projets**

### **5. Appel à communications**

### **6. Appel à manifestations**

### **1. Séminaires**

- Lundi 29 février 2016, 14h00 - 16h00, salle R335

**Séminaire développement durable**, Delphine Corteel fera une communication intitulée :  
"Requalifier les restes : mises en scène et transactions. Ou comment remettre en circulation  
les excédents de la société de consommation dans les organisations à but non lucratif ?"

- Lundi 7 mars 2016, 14h00 - 16h00, Salle polyvalente

### **Séminaire doctorant**

M. Bane présentera un texte intitulé "Le pilotage de la RSE". A cette occasion, la discussion portera sur la grille analytique et la problématique développée dans la thèse. Le texte sera discuté par Yulia Altukhova.

Mme Ndiaye nous exposera les travaux qu'elle a menée dans sa thèse intitulée : "étude comparée des stratégies de développement durable en Afrique Subsaharienne basées sur la valorisation d'une agro-ressource spécifique: le cas de la spiruline". La discussion portera à la fois sur la problématique mais également sur son traitement et les résultats de thèse.

- Mercredi 9 mars 2016, 14h00 - 16h00, salle polyvalente

**Séminaire santé, économie sociale**, Samia Benallah et Jean-Paul Domin présenteront un texte intitulé « Travailler à l'hôpital public nuit-il gravement à la santé ? Une estimation à partir de l'enquête conditions de travail »

- Lundi 21 mars 2016, 14h00 - 16h00, salle polyvalente

**Séminaire développement durable**, Charlotte Lamothe et Elodie Brule-Gapihan qui feront une présentation relative à l'enquête qu'elles mènent sur les agriculteurs du Grand Est pour comprendre les moteurs et freins à la transition en circuits courts

## **2. Les journées du laboratoire REGARDS**

Les journées du laboratoire REGARDS se tiendront cette année les 2 et 3 juin 2016. Nous vous invitons dès à présent à vous libérer sur ces dates.

## **3. Relevé de décisions du Conseil d'Unité REGARDS**

### **Relevé de décision du 10 février 2016**

#### 1) Financements de missions :

Nous jouons dans une enveloppe budgétaire encore inconnue, mais il faut faire les engagements au rythme prévu par le laboratoire.

Sont acceptées les demandes de mission de Christian Barrère, de N. Vezinat à Athènes (deuxième demande mise en attente des attributions budgétaires, de Sylvie Benoit à hauteur de 900 Euros révisable en fonction de ces attributions et de Nicolas Befort.

Par rapport au budget de l'an dernier, nous sommes au total à 1/5 de l'engagement budgétaire missions au 10/02 (la première tranche de janvier comprenait JF Ory, JL Petitjean, Y. Altukhova, C. Hédoin, J. Bastien). Il est rappelé aux collègues qu'il faut déposer les demandes de financement le plus tôt possible auprès de Gaëlle et de présenter en séminaire laboratoire les communications présentées en colloque (autant que faire se peut préalablement) et en profiter pour les sortir en working paper labo.

#### **(Unanimité)**

#### 2) Le conseil de laboratoire est revenu longuement sur les problématiques de financement de thèses et de classement, tel que demandé par le conseil scientifique. Le laboratoire s'est vu attribuer 2,5 demandes d'allocations pour 5 demandes déposées.

Le choix et le classement qui ont été fait en octobre de classer les projets de 3 thèses de collègues HDR n'ayant pas encore d'encadrement de thèses a été confirmé à l'unanimité, (1) avec la volonté réaffirmée de trouver 0,5 financement externe, en explorant les possibilités sur les trois thèses (2) et de trouver des financements externes sur les deux autres thèses déposées.

Il a été acté (1) que tous les porteurs de projets de thèse seraient convoqués pour audition à l'avenir, (2) que nous ferions jouer un effet mémoire sur les projets d'une année sur l'autre, (3) que nous continuerons à rechercher des financements « tous azimuts » selon un principe de mutualisation des moyens de financement que nous pourrions lever. (4) Par ailleurs nous retiendrons le même principe d'interclassement économie-gestion que celui qui a été utilisé ces deux dernières années pour permettre l'accès aux financements de tous.

**(Unanimité)**

Martino Nieddu

## **4. Appel à projets**

### **- Transmis par Martino Nieddu**

#### **Appel à projets chaires**

Dans l'objectif de favoriser le rapprochement des établissements d'enseignement supérieur avec le tissu des PME françaises, les trois conférences, la CGE, la CDEFI et la CPU ont signé avec le MEDEF, lors de son Université d'été en août 2015, [un Pacte d'engagements pour l'enseignement supérieur](#). La CGE, la CDEFI et la CPU s'y sont engagées à accompagner la création et le développement de chaires « de recherche » ou « de formation et de recherche » associant les Grandes écoles et universités à une ou plusieurs PME.

Afin d'accomplir cet engagement, les trois conférences lancent un appel à propositions auprès de leurs membres pour qu'ils leur soumettent des projets de chaires impliquant une ou plusieurs PME sur des thématiques à caractère innovant. Cet appel à projets est ouvert à toutes les disciplines. Le porteur de projet doit être localisé en France.

Il est souhaitable que les projets proposés associent Grandes écoles et universités, de préférence au sein de la même Comue ou du même regroupement universitaire.

Les propositions seront évaluées par un comité d'experts composé de représentants du MEDEF et, à parité, de représentants des trois conférences.

Les projets proposés se dérouleront sur une période de 3 ans. Pour candidater, les porteurs du projet devront avoir identifié au moins 50 % du financement et le justifier dans la réponse à l'appel à projets. Les conférences et le MEDEF rechercheront le financement complémentaire. Les crédits alloués pourront couvrir les frais de fonctionnement (y compris des allocations de recherche doctorales et post-doctorales), hors salaires de personnels titulaires de la fonction publique.

A titre d'exemple, pour une chaire de recherche, le format pourrait être un chercheur ou enseignant-chercheur senior, un ou deux post-doctorants et deux doctorants. Pour une chaire de formation et recherche, le format pourrait être voisin en assurant en outre le soutien au développement et à la mise en œuvre de formations d'excellence dans le domaine considéré.

La proposition, complétée en ligne, devra comprendre :

- Un descriptif du projet
- Un projet de budget
- La liste des partenaires et lettres d'intention de ces derniers.

Nous vous invitons à soumettre vos projets de chaires via ce formulaire : <https://docs.google.com/forms/d/1kAOmEtSi6ifgPhDGR1Ck53ZNhKqa8NUxxgK5TGhfkvA/viewform>

Merci d'envoyer par mail les lettres d'intention des partenaires en précisant le nom du projet de chaire selon le cas aux contacts de la CGE, de la CDEFI et de la CPU :

CGE: [imen.missaoui@cge.asso.fr](mailto:imen.missaoui@cge.asso.fr)

CDEFI: [lorelei.nauveau@cdefi.fr](mailto:lorelei.nauveau@cdefi.fr),

CPU: [claire-anne.david-lecourt@cpu.fr](mailto:claire-anne.david-lecourt@cpu.fr)

**La date limite pour déposer vos propositions est fixée au 15 avril 2016.** L'objectif des conférences est de pouvoir procéder à la sélection d'ici la rentrée 2016.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information.

## **5. Appel à communications**

**Transmis par Martino Nieddu :**

### **APPEL À COMMUNICATIONS**

La chaire de recherche « Entreprise, Homme, Société » de l'ESDES, l'école de management de l'Institut Catholique de Lyon, développée avec Veolia organise en partenariat avec le CREG (Centre de Recherche en Economie de Grenoble, Université Grenoble Alpes) une conférence sur :

**« La gouvernance durable de l'entreprise : quelles sont les conditions de réalisation de cette promesse sociétale ? »**

**Les 9 et 10 juin 2016 à Lyon  
(ESDES - 10, place des Archives 69288 Lyon Cedex 02)**

Le modèle néolibéral de gouvernance de l'entreprise capitaliste, focalisé sur la relation d'agence entre les actionnaires et les gestionnaires de l'entreprise et un objectif de maximisation de sa valeur actionnariale, fait aujourd'hui l'objet de critiques qui sonnent comme autant de mises en cause de sa dimension « court-termiste ». Dans les années récentes, trop de scandales ont en effet émaillé le déploiement de ce modèle et mis en lumière que la préférence pour le rendement immédiat – en particulier financier – pouvait se faire au détriment de la finalité de l'entreprise et, partant, mettre en péril sa capacité à servir l'écosystème dans lequel elle s'inscrit. Dans un contexte où les méga-trends sociétaux (problèmes liés au climat, troubles géopolitiques, incertitudes sur la gestion de la « toile », etc.) nous obligent à réfléchir aux conditions de développement d'une économie responsable et d'un capitalisme raisonnable, poser la question d'un modèle « durable » de gouvernance de l'entreprise est devenue une priorité pour tous ceux qui endossent une vision politique de l'entreprise. D'une part parce que l'intégration du long terme dans la réflexion sur l'entreprise et les modalités de son fonctionnement en tant qu'espace politique est, autant du point de vue « micro » que « macro », une manière de se mettre à la hauteur des enjeux de responsabilité sociale et environnementale auxquels l'entreprise du 21<sup>ème</sup> siècle est confrontée. D'autre part parce que, dans un environnement institutionnel et politique complexe et instable, c'est aussi un prérequis pour pouvoir redéfinir l'entreprise comme un « bien commun ». Ce qui est, *in fine*, le combat le plus important que les théoriciens de l'entreprise aient à mener dans la mesure où ce que l'on dit sur l'entreprise est constitutif de ce que l'on y fait dedans, et qu'il y a donc fort à parier qu'en se dotant d'une vision plus démocratique de l'entreprise et de sa gouvernance l'on puisse enfin réaliser la promesse qu'elle se mette à servir les intérêts de la société.

Les questions posées sont alors les suivantes : comment développer ce modèle de gouvernance durable de l'entreprise capitaliste ? Quelles sont les approches économiques et sociales qui permettent d'en justifier le déploiement ? Ce modèle est-il soluble et/ou compatible avec l'approche financière de la gouvernance d'entreprise ? Plus largement, il sera intéressant de s'interroger sur les liens complexes entre « démocratie » et « marché », ou encore entre « durabilité » et « performance », sachant que l'enjeu affiché d'une gouvernance durable de l'entreprise est d'être capable d'affronter un contexte d'hyper-compétition sans renoncer à remplir son rôle d'institution démocratique. C'est pour cette raison que des communications portant sur des modèles économiques sont les bienvenues : en effet, dans quelle mesure la promotion d'une gouvernance durable de l'entreprise peut-elle servir des objectifs de citoyenneté et de promotion d'un lien social de qualité ? Quel est le rôle des dirigeants dans ce processus ? Des salariés ? Et quels liens peut-on établir entre la fameuse « RSE » (*i.e.* responsabilité sociale et/ou sociétale de l'entreprise) et la gouvernance durable ? Ces modèles sont-ils vecteur d'innovation ou représentent-ils un frein pour les firmes ?

Pour répondre à l'ensemble de ces questions, l'ouverture à d'autres disciplines que l'économie est vivement souhaitée. Les communications de juristes, gestionnaires, sociologues ou philosophes sont en particulier bienvenues et pourront porter sur les thèmes suivants :

- Les nouvelles théories de la firme face à la question de la gouvernance d'entreprise.
- Les enseignements issus des écoles institutionnalistes et des approches d'économie politique.
- Le concept de durabilité appliqué à l'entreprise : origines, pertinence et limites.
- La gouvernance durable entre idéologie et utopie.
- Management des entreprises et gouvernance durable.
- Les acteurs de la gouvernance durable.
- La gouvernance durable face à la gouvernance globale : convergence ou divergence ?
- La gouvernance durable face au défi écologique : déterminants, stratégies et enjeux pour l'innovation.
- La gouvernance durable face aux enjeux géopolitiques : quid de l'économie politique internationale ?

### ***Comité scientifique***

Présidé par Virgile Chassagnon (UGA, CREG ; directeur-fondateur de la chaire ESDES-VEOLIA) et constitué de : Bernard Baudry (U. Lyon 2, TRIANGLE ; chercheur associé ESDES Recherche), Benjamin Chapas (ESDES-UCLy), Catherine Figuière (UGA, directrice du CREG), Patrick Gilormini (ESDES-UCLy, CREG), Naciba Haned (ESDES-UCLy ; chercheur associé CREG), Christian Le Bas (ESDES-UCLy), Michel Rocca (UGA, CREG), Guillaume Vallet (UGA, CREG ; chercheur associé ESDES Recherche), Marie-France Vernier (ESDES-UCLy).

### ***Modalités de Soumission***

Les propositions de communication académique se feront sur la base d'un résumé étendu de l'article qui ne doit pas excéder deux pages et devront être envoyées en fichier PDF à Anne Deshors : [adeshors@univ-catholyon.fr](mailto:adeshors@univ-catholyon.fr)

### ***Calendrier***

Date limite d'envoi des propositions : 15/03/2016

Notification d'acceptation de la communication : 31/03/2016

Date limite d'envoi des papiers pour publication sur le site de la conférence : 15/05/2016

## **6. Appel à manifestations**

**- Transmis par Martino Nieddu (documents d'information et d'inscription en attache : Bulletin d'inscription Journée annuelle ERECA.doc et Programme Journée annuelle ERECA 30.03.16.pdf)**

L'Espace de Réflexion Éthique de Champagne-Ardenne (ERECA)  
vous invite à participer à sa première Journée Annuelle Grand Public sur le thème :  
**"Les Nouvelles Technologies au Service du Soin ?"**

**Le Mercredi 30 mars 2016 de 8 h15 - 17 h**

l'UFR de Médi mphithéâtre 2  
51 rue Cognac-Jay 51100 Reims

>

**Journée ouverte à tous avec inscription obligatoire**

--

>

Rachel FRANÇOIS

Secrétaire de l'Espace de Réflexion Éthique de Champagne-Ardenne (ERECA)

CHU - 45 rue Cognacq Jay

51092 Reims Cedex

Horaires secrétariat : mardi, jeudi, vendredi de 13 h 30 à 17 h.

Téléphone : 03.26.78.48.14

Mail : [rfrancois@chu-reims.fr](mailto:rfrancois@chu-reims.fr)

[Site ERECA](#)

[Site DU éthique](#)

- **Transmis par Samia Benallah** (documents en attache CFP Francais2016.pdf)

**Sujet :** Caisse des Dépôts – Séminaire scientifique retraite 2016/Pensions Workshop 2016

**Date :** Fri, 19 Feb 2016 16:22:47 +0000

**De :** etudesdrs <etudesdrs@caissedesdepots.fr>

**Pour :** etudesdrs <etudesdrs@caissedesdepots.fr>

Madame, Monsieur,

En 2016, la Caisse des Dépôts fête son bicentenaire. A cette occasion, la Direction des retraites et de la solidarité organise, à Paris, le 9 juin, un Forum Retraite sur le thème « Demain tous (bi)centenaires ? ». Elle organise également, en collaboration avec l'Institut CDC pour la recherche, un séminaire scientifique, qui se déroulera, à Paris, le 11 octobre 2016.

Ce séminaire a pour objectif de :

- faciliter les discussions et les échanges théoriques et empiriques entre chercheurs venus d'horizons différents sur les questions de retraite, de vieillissement et de protection sociale,
- assurer la promotion des jeunes chercheurs s'intéressant à ces sujets,
- faire émerger des sujets et des réflexions et d'identifier de nouveaux travaux à mener dans ces domaines,
- et encourager des collaborations entre chercheurs.

Nous lançons un appel à communication (voir détails en pièces jointes).

Un résumé indiquant votre intention de soumettre une contribution est attendu avant le 30 avril 2016.

**La date limite d'envoi des contributions complètes est le 30 juin 2016.**

N'hésitez pas à diffuser largement cet appel auprès de vos réseaux.

Pour tout complément d'information, vous pouvez adresser un mail à l'adresse suivante **etudesdrs@caissedesdepots.fr** ou contacter Laurent Soulat au + 33 (0)1 58 50 83 60.

Nous vous remercions par avance de votre collaboration à la réussite de l'édition 2016 du séminaire scientifique de la Caisse des Dépôts.

Cordialement,

Isabelle Bridenne et Laurent Soulat